

## MINISTÈRE DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DES LOISIRS

Décret n° 79-454 du 11 juin 1979 relatif au concours de recrutement des professeurs d'éducation physique et sportive.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre du budget et du ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs,

Vu l'ordonnance du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires, notamment son article 2 ;

Vu le décret n° 45-438 du 17 mars 1945 modifié relatif au certificat d'aptitude au professorat d'éducation physique et sportive ;

Vu le décret n° 59-310 du 14 février 1959 modifié portant règlement d'administration publique et relatif aux conditions d'aptitude physique pour l'admission aux emplois publics, à l'organisation de comités médicaux et au régime des congés des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 78-242 du 20 février 1978 complétant l'article 2 du décret n° 77-389 du 25 mars 1977 portant application de l'article 7 de l'ordonnance du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires ;

Le Conseil d'Etat (section des finances) entendu,

Décète :

Art. 1<sup>er</sup>. — Les professeurs d'éducation physique et sportive sont recrutés parmi les candidats et candidates qui ont satisfait aux épreuves du concours organisé pour la délivrance du certificat d'aptitude au professorat d'éducation physique et sportive.

Art. 2. — Le concours prévu à l'article précédent est ouvert aux candidats et candidates qui remplissent les conditions suivantes :

Avoir satisfait aux obligations prévues par l'article 13 du décret susvisé du 14 février 1959 et, en outre, remplir certaines conditions d'aptitude physique définies par un arrêté interministériel pris en application de l'article 15 dudit décret ;

Etre âgés de trente ans au plus au 1<sup>er</sup> janvier de l'année du concours ; cette limite d'âge s'entend sans préjudice de l'application des dispositions en vigueur en matière de reports des âges limites au titre du service militaire, du service national et des charges de famille. En outre, elle peut être reculée d'un temps égal à la durée des services valables ou validables pour la retraite dans la limite de dix ans ;

Etre titulaires de la licence en sciences et techniques des activités physiques et sportives.

Art. 3. — Nul n'est autorisé à se présenter plus de trois fois au concours de recrutement des professeurs d'éducation physique et sportive.

Toutefois, le ministre chargé des sports peut autoriser à se présenter une quatrième fois dans les conditions fixées par arrêté ministériel les candidats et candidates qui auraient été empêchés de subir normalement l'intégralité des épreuves de l'un des concours par suite de blessure survenue au cours de l'entraînement ou des épreuves, de maladie ou pour cause de maternité.

Art. 4. — Les modalités et la nature des épreuves du concours ainsi que le nombre des places offertes aux candidats et candidates sont fixés par des arrêtés conjoints du ministre chargé des sports et du ministre chargé de la fonction publique.

Chaque année, le ministre chargé des sports fixe par arrêté la liste des candidats et candidates admis à concourir.

Art. 5. — Les candidats et candidates admis au concours sont nommés professeurs d'éducation physique et sportive stagiaires par arrêté du ministre chargé des sports. Après un stage d'un an, ceux dont le service a donné satisfaction sont titularisés en qualité de professeur d'éducation physique et sportive. Dans le cas contraire, les intéressés peuvent être autorisés à accomplir une nouvelle année de stage. Ceux qui ne sont pas titularisés à l'issue du stage sont soit licenciés, soit, s'ils étaient déjà fonctionnaires, réintégrés dans leur corps d'origine.

Art. 6. — Par dérogation aux dispositions de l'article 2 ci-dessus, les titulaires du certificat délivré à l'issue du cycle probatoire prévu par l'arrêté ministériel pris en application de l'article 5 du décret susvisé du 17 mars 1945 peuvent être admis à se présenter aux concours ouverts au titre des années 1979, 1980 et 1981 ; ceux d'entre eux qui n'auraient pu subir les épreuves de ces concours, soit en raison de l'accomplissement du service national, soit pour maternité, soit pour blessure

survenue au cours de l'entraînement ou des épreuves, pourront être autorisés par le ministre chargé des sports à se présenter au concours ouvert au titre de l'année 1982.

Art. 7. — Le décret susvisé du 17 mars 1945 est abrogé en tant qu'il concerne les conditions de recrutement des professeurs d'éducation physique et sportive.

Art. 8. — Le ministre du budget, le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs et le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 11 juin 1979.

RAYMOND BARRE.

Par le Premier ministre :

Le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs,  
JEAN-PIERRE SOISSON.

Le ministre du budget,  
MAURICE PAPON.

Le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre,  
JACQUES DOMINATI.

## INFORMATIONS PARLEMENTAIRES

### ASSEMBLEE NATIONALE

SECONDE SESSION ORDINAIRE DE 1978-1979

#### I. — ORDRE DU JOUR

Mardi 12 juin 1979.

A seize heures. — 1<sup>re</sup> SÉANCE PUBLIQUE

Discussion du projet de loi (n° 1055) portant approbation du rapport sur les principales options du VIII<sup>e</sup> Plan. (Rapport n° 1117 de M. Fernand Icart, rapporteur général, au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan ; avis n° 1108 de M. Michel Duraifour, au nom de la commission de la production et des échanges ; avis n° 1112 de M. Jean-Claude Gaudin, au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.)

A vingt et une heures trente. — 2<sup>e</sup> SÉANCE PUBLIQUE

1. Fixation de l'ordre du jour.
2. Suite de l'ordre du jour de la première séance.

Convocation de la conférence des présidents.

La conférence, constituée conformément à l'article 48 du règlement, est convoquée pour le mardi 12 juin 1979 à dix-neuf heures dans les salons de la présidence.

#### II. — COMMISSIONS

Réunion de commission du mardi 12 juin 1979.

Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation agricole, à onze heures et à seize heures (salle n° 6549).

Convocation d'une commission.

La commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation agricole se réunira :

Le jeudi 14 juin 1979.

A dix heures (salle n° 6549).

Audition de M. Remy, secrétaire général, et de M. Duclos, vice-président de la fédération française de l'économie montagnarde.  
Audition de M. Jean-François Deniau, ministre du commerce extérieur.

A quinze heures (salle n° 6513).

Audition de M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'agriculture.

Le vendredi 15 juin 1979,  
à neuf heures trente (salle n° 6549).

Audition de M. René Monory, ministre de l'économie.